



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MICHEL SAS

BP 60046
68260 Kingersheim

Références : 0006700352_2026_05_12_Michel_Wittenheim_VIIC_SuivEch
Code AIOT : 0006700352

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2026 dans l'établissement MICHEL implanté Lieu-dit TELEGRAPH 68270 Wittenheim. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a lieu dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 15 février 2024.

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 15 février 2024 portant mise en demeure à la société Michel de respecter certaines dispositions applicables aux installations de son site de carrière de Wittenheim (68).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL
- Lieu-dit TELEGRAPH 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006700352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHEL SAS exploite à WITTENHEIM une carrière de type alluvionnaire, exploitée pour la phase actuelle par campagnes à la dragline.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 2	Sans objet
2	Matériel d'extraction	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 3	Sans objet
3	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 4	Sans objet
4	Mares en faveur des batraciens	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 5	Levée de mise en demeure
5	Suivi écologique	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 6	Levée de mise en demeure
6	Registre de surveillance et d'entretien	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 7	Levée de mise en demeure
7	Zones dangereuses	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 8	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2026 notifié à l'exploitant suite à l'instruction de son dossier de porter à connaissance, les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté de mise en demeure du 15 février 2024 sont caduques.

Par ailleurs, il est constaté le retour à la conformité pour l'ensemble des 4 autres articles de l'arrêté de mise en demeure susmentionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : « Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé : « Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et réglementations autres en vigueur. »»

Constats :

Pour mémoire, il avait été constaté, lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023, que le phasage d'exploitation présentait un retard significatif, entraînant la mise en demeure du 15 février 2024.

Par ailleurs, l'exploitant avait transmis, dès le 30 novembre 2023, un dossier de porter à connaissance proposant une révision des prescriptions applicables à ses installations situées à Wittenheim, incluant notamment une modification du plan de phasage d'extraction. Ce dossier, initialement jugé non recevable par les services de l'inspection des installations classées, a finalement été complété par l'exploitant le 31 octobre 2024.

À l'issue de son instruction, cette demande a donné lieu à la publication d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 mars 2026, qui valide un nouveau plan de phasage qui à la date du contrôle était respecté.

Considérant la modification du phasage objet de la mise en demeure par l'arrêté précité, la mise en demeure est caduque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Matériel d'extraction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 3

Thème(s) : Autre, Matériel d'extraction

Prescription contrôlée :

« Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2021 susvisé :

« Au plus tard le 31 décembre 2021, l'exploitant justifie au préfet de l'acquisition d'une drague flottante pour exploiter la carrière conformément à la méthode d'exploitation définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et à ses compléments. »»

Constats :

Pour mémoire, il avait été constaté, lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023, que l'exploitant ne disposait pas du matériel d'extraction exigé, à savoir une drague flottante, entraînant la mise en demeure du 15 février 2024.

Par ailleurs, l'exploitant avait transmis, dès le 30 novembre 2023, un dossier de porter à connaissance proposant une révision des prescriptions applicables à ses installations situées à Wittenheim, incluant notamment une modification du matériel dédié à l'extraction. Ce dossier, initialement jugé non recevable par les services de l'inspection des installations classées, a finalement été complété par l'exploitant le 31 octobre 2024.

À l'issue de son instruction, cette demande a donné lieu à la publication d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 mars 2026, qui valide des conditions d'extraction à l'aide d'une dragline pendant une période donnée, puis le recours à une drague flottante. L'article visé par la mise en demeure imposée à l'article 3 de l'arrêté du 15 février 2024 a été supprimé dans ce cadre.

Cette décision rend dès lors caduque la mise en demeure précédemment émise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 4
Thème(s) : Autre, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.76.1 modifié de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé :</p> <p>« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation. Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définies dans la demande ou les demandes complémentaires, nonobstant les dispositions imposées au présent arrêté et conformément au plan joint au présent arrêté. [...] »</p> <p>Au sud-est, une zone de hauts-fonds de transition entre le plan d'eau et la roselière : 800 m² (80 m linéaire) achevée au 30 juin 2021. »</p> <p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il avait été constaté, lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023, que l'exploitant n'avait pas créé la zone de hauts-fonds de transition entre le plan d'eau et la roselière prescrite dans le cadre de la remise en état du site, entraînant la mise en demeure du 15 février 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant avait transmis, dès le 30 novembre 2023, un dossier de porter à connaissance proposant une révision des prescriptions applicables à ses installations situées à Wittenheim, incluant notamment une modification du phasage de remise en état du site, et notamment la création de la zone de haut-fond précitée. Ce dossier, initialement jugé non recevable par les services de l'inspection des installations classées, a finalement été complété par l'exploitant le 31 octobre 2024.</p> <p>À l'issue de son instruction, cette demande a donné lieu à la publication d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 23 mars 2026, qui valide un nouveau plan de remise en état et a modifié cette prescription. Cette décision rend dès lors caduque la mise en demeure précédemment émise.</p> <p>Il est par ailleurs constaté que la zone de haut-fonds précitée est effectivement créée à l'endroit prévu.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mares en faveur des batraciens

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Mares en faveur des batraciens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.11.1 modifié de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé :</p>

Mesures pour les batraciens	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le 27 novembre 2022, l'exploitant réalise un cortège de mares et de dépressions en berge Sud du plan d'eau, en bordure Ouest de la roselière, • [...] <p>[...]</p> <p>Les mares sont réalisées dans le battement de la nappe et seront protégées de l'eau libre du plan d'eau (et donc des prédateurs : poissons) par des cordons ou merlons de matériaux graveleux ; la cote précise de réalisation de ces aménagements sera aménagée par l'exploitant en accompagnement avec le bureau spécialisé en écologie qu'il aura retenu à partir du suivi piézométrique instauré ; toutefois sur la base des relevés piézométriques de ces dernières années dans la partie médiane du site (Puits de surveillance Amont) le toit de la nappe semble évoluer entre 225,54 et 226,46 m NGF ; le fond de ces mares devrait atteindre une cote de 225/225,25 m NGF, de manière à se situer dans le battement de la nappe).</p>
-----------------------------	---

Constats :

Pour mémoire, il avait été constaté lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023 que les mares en faveur des batraciens n'étaient pas isolées de l'eau libre du plan d'eau.

Par courriels des 15 février 2024 et 22 mars 2024, l'exploitant a indiqué avoir créé une mare graveleuse supplémentaire, et confirmé que les mares présentes étaient désormais déconnectées de l'eau libre du plan d'eau.

Le jour de l'inspection, il est constaté la présence des mares précitées, que ces mares sont en eau et effectivement déconnectées du plan d'eau de la carrière. Par ailleurs il est constaté que ces mares sont situées à des profondeurs différentes afin de pouvoir être fonctionnelles quel que soit le niveau d'eau, le battement de nappe étant particulièrement important sur le site.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Suivi écologique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi écologique

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.11.1 modifié de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé :

<i>Suivi écologique</i>	<i>L'exploitant instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ; à cet effet et après concertation avec un spécialiste dans le domaine du suivi des batraciens il propose au préfet dans un délai de 6 mois un échéancier de visites. [...]</i>
-------------------------	--

Constats :

Pour mémoire, il avait été constaté, lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023, que l'exploitant n'avait pas transmis aux services préfectoraux ainsi qu'à l'inspection des installations classées l'échéancier des visites dans le cadre du suivi écologique du site de Wittenheim. En effet le suivi écologique n'était pas mis en œuvre. Ces éléments ont conduit à la mise en demeure du 15 février 2024.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les deux derniers rapports de suivi écologique réalisés sur le site, au titre des années 2024 et 2025. Il apparaît ainsi qu'un suivi écologique est désormais mis en place et formalisé au travers d'un rapport annuel.

Par courriel du 13 mai 2026, l'exploitant a également transmis le plan de visites proposé par l'écologue en date du 12 novembre 2024. Ce programme prévoit, pour les années à venir, la réalisation de trois passages nocturnes et de deux passages diurnes. Les périodes d'inventaire retenues sont définies en fonction des espèces précédemment identifiées sur le site et pourront être adaptées selon l'évolution des espèces présentes ainsi que des conditions météorologiques.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Registre de surveillance et d'entretien

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de surveillance et d'entretien

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4.3.6.2 modifié de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé :

« [...] L'exploitant doit pouvoir justifier de la surveillance assurée et des opérations d'entretien réalisées (registre à tenir à disposition de l'inspection des installations classées). »

Constats :

Pour mémoire, lors de la visite d'inspection réalisée le 20 novembre 2023, il avait été relevé que l'exploitant ne disposait pas du registre exigé, s'agissant de l'entretien de l'ouvrage de séparation entre les deux plans d'eau, ce qui avait conduit à la mise en demeure du 15 février 2024.

Par courriel du 15 février 2024, l'exploitant déclare la création d'un registre de suivi de l'entretien de l'ouvrage susmentionné.

Le jour de l'inspection, le registre est présenté, il s'agit d'un ajout au logiciel informatique de suivi des échéances de l'ensemble des installations (appelé tableau de bord). Cet onglet présente le suivi des visites de surveillance, réalisé à fréquence trimestrielle, en même temps que les contrôles des clôtures.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un second tableau informatique, correspond au registre de terrassement des installations, dans lequel sont répertoriées les opérations d'entretien menées sur l'ouvrage de séparation des plans d'eau.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Zones dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Zones dangereuses

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 13 de l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :

«[...]L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux. [...]»

Constats :

Pour mémoire, il avait été constaté, lors de la visite d'inspection du 20 novembre 2023, que les terres agricoles en zone nord du site n'étaient pas séparées de la pente menant au plan d'eau par une clôture efficace ou un dispositif équivalent, entraînant la mise en demeure du 15 février 2024.

Par courriel du 28 mars 2024, l'exploitant déclarait avoir créé un merlon de protection afin de sécurisé la zone susmentionnée. Il déclarait par ailleurs avoir étendu cette pratique à l'ensemble du pourtour du plan d'eau.

Le jour de l'inspection, s'étant déplacé sur l'ensemble des endroits où le champ cultivé se trouve dans la partie grillagée correspondant au périmètre ICPE au droit de la pente menant au plan d'eau, il est constaté la présence d'un merlon d'une hauteur d'environ 80 cm sur la totalité du périmètre.

Le danger est signalé sur la partie grillagée.

Il convient de signaler que l'exploitant des terres agricoles et le même que celui de la carrière, à ce titre l'Inspection considère que la sécurisation de la zone est suffisante, et proportionnée aux enjeux.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure